

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun
85000 La Roche-sur-Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 14 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNITED PETFOOD FRANCE

Zone industrielle de la Trésorerie
Rue Gutemberg
62126 WIMILLE

Références : DENV.2022.426

Code AIOT : 0006303348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE implanté Route de la Ferrière 85140 ST MARTIN DES NOYERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été réalisée à la suite d'un signalement concernant un rejet de couleur noire dans le ruisseau des Rochettes qui constitue un affluent du Petit Lay.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE
- Route de la Ferrière 85140 ST MARTIN DES NOYERS
- Code AIOT : 0006303348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement United Petfood France (UPF) de Saint-Martin-des-Noyers fabrique des aliments secs pour chiens et chats. À cet effet, il relève de la directive européenne sur les émissions industrielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.3.3	/	Sans objet
2	Moyen de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Produits susceptibles d'émettre des poussières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.1.9.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Analyses des eaux pluviales rejetées	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait suite à un signalement de rejet de couleur noire en sortie d'usine. Lors de la visite, aucun rejet n'avait lieu (absence de précipitation). L'inspection a néanmoins constaté la présence de matière noirâtre en aval du point de rejet nord de l'usine. Cette matière apparaît comme de la matière organique en provenance des toitures ou déjà présente dans la canalisation et déposée dans cette dernière du fait de la sécheresse. Cette matière est composée d'envols de matières premières réceptionnées (céréales) et de poussières de produits finis. Elle a pu être remise en suspension après les pluies de la semaine passée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejets sont régulièrement visités et nettoyés.
<p>Constats : L'inspection s'est déplacée en aval du point de rejet qui se jette dans le fossé rejoignant le ruisseau des Rochettes au nord du site.</p> <p>Les effluents collectés et rejetés à ce point sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - purge des eaux de chaudière (quantité très faible, la vapeur produite par la chaudière étant injectée dans les produits fabriqués), - eaux sanitaires (2 toilettes, 2 douches) en sortie du filtre compact les traitant, - eaux pluviales en provenance des toitures nord du bâtiment usine et celles du bâtiment de stockage "2007". <p>Lors de la visite, il n'y avait aucun rejet liquide. Toutefois, il a été constaté la présence de matière noirâtre, présentant les caractéristiques de matières organiques en décomposition.</p> <p>Cette matière présente des caractéristiques similaires à celle constatée au droit de la benne de collecte des rebuts de fabrication.</p> <p>L'explication la plus vraisemblable est l'apport de matières organiques en provenance des toitures ou déjà présentes dans la canalisation et "collées" du fait de la sécheresse. Cette matière composée d'envols de matières premières réceptionnées (céréales) et de poussières de produits finis a été remise en suspension après les pluies de la semaine passée, et son activité bactérienne s'est développée en présence d'eau.</p> <p>Interrogé sur l'entretien des ouvrages collectant ces effluents, l'exploitant a indiqué que seuls les séparateurs à hydrocarbures (qui traitent d'autres effluents que ceux rejetés à ce point) faisaient l'objet d'un entretien régulier.</p> <p>Cela constitue un écart à l'article 4.3.3 précité.</p> <p>Par ailleurs, un dysfonctionnement du filtre compact servant à traiter les eaux sanitaires du local chauffeur ne peut être exclu <i>a priori</i>.</p> <p>L'exploitant justifiera du bon fonctionnement de son filtre compact, par exemple en transmettant</p>

le rapport de contrôle de fonctionnement effectué par le service public d'assainissement non collectif (NB : ce document diffère du document daté du 3 octobre 2019 de ce même service qui était joint au dossier de modification transmis en 2019 et qui portait sur le contrôle de la conception de l'installation).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyen de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve en eau d'extinction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'une réserve d'eau de 120 m³ disposant de raccords compatibles avec les moyens d'intervention des services extérieurs de secours et d'intervention. Son accès est laissé libre en permanence aux services d'incendie et de secours.

Constats : Deux emplacements délimitent les zones de stationnement des véhicules des services d'incendie et de secours auprès de la réserve d'eau d'extinction d'un incendie.

L'un de ces deux emplacements était encombré par une benne d'exploitation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Produits susceptibles d'émettre des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.1.9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents ou susceptibles d'émettre des poussières sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Constats : La fosse de déchargement des camions apportant les matières premières (céréales) est équipée d'un système de captation des poussières. Ce dernier était en fonctionnement lors de la visite.

Observations : Malgré la présence d'un système de captations des poussières au niveau de la fosse de déchargement, des envols de poussières ont été constatés, lorsque le niveau de grains déchargé dépassait la grille qui surplombe la fosse.

Au contraire, aucun envol de poussières n'a été constaté lorsque la fosse n'était pas remplie.

L'exploitant devra veiller à ce que le débit de déchargement des camions n'excède pas les capacités de réception en aval de l'usine, de sorte qu'il n'y ait pas d'envol de poussières lors de cette étape.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Analyses des eaux pluviales rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales collectées sur le site doivent respecter les caractéristiques et les valeurs limites maximum suivantes [...]

* pH compris entre 5.5 et 8.5.

* MES < 50 mg/l pour un flux maximum journalier de 15 kg/j (30 mg/l au-delà)

* DCO < 150 mg/l

* indice phénol < 0.3 mg/l

* hydrocarbures totaux < 5 mg/l en cas de rejet dépassant 100 g/j.

Une analyse annuelle sur la qualité des eaux pluviales rejetées est effectuée sur un échantillon moyen représentatif d'une journée.

Constats : L'exploitant a présenté le résultat des mesures réalisées sur un prélèvement réalisé le 28 mars 2022.

Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet